



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 29 septembre 2025

Le recul social ne se négocie pas, il se combat !

Depuis une semaine, les politiciens de droite et d'extrême droite se serrent les coudes autour de Sarkozy. Ces gens-là réclament à longueur de journée des peines exemplaires contre la petite délinquance mais ne supportent pas que l'un des leurs soit condamné. Jeudi 2 octobre, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui se serreront les coudes de nouveau dans la rue et dans la grève. Après le 10 et le 18 septembre, ce sera une troisième occasion d'apparaître comme la seule force capable de mettre fin à toutes les politiques de régression sociale.

Les patrons sont contents

Lecornu n'a toujours pas annoncé son gouvernement, mais il est certain que le nouveau trombinoscope va ressembler aux précédents : une bande de porte-flingues des actionnaires du CAC 40. L'interview du Premier ministre au Parisien était à peine parue vendredi que le président du Medef lui envoyait un bon point. Car, ô surprise, il n'y a aura pas de retour de l'ISF, les riches ne seront pas taxés (même pas symboliquement à la mode Zucman), la réforme des retraites ne sera pas abrogée... Encore un effort, élève Lecornu, et le grand meeting « du patronat en colère » prévu le 13 octobre sera annulé. Il n'y a que le PS pour jouer les Calimero : si ce que prévoit Lecornu est « trop injuste », il menace de voter la censure.

Et pour cause, la guerre sociale va continuer de plus belle !

Bayrou voulait réduire le déficit public à 4,6 % du PIB, Lecornu s'en tiendrait à... 4,7 % ! Ses intentions sont dans la lignée de son prédécesseur : faire s'envoler les dépenses militaires, continuer à arroser les actionnaires et mettre à l'amende les services publics. Finis les clins d'œil au PS, désormais la macronie compte sur les députés du RN. Lecornu reprend le programme raciste et anti-pauvres de l'extrême droite qui s'en prend aux « assistés » que seraient les bénéficiaires de minima sociaux, les étrangers et les chômeurs. À la clé, des attaques brutales contre la partie la plus exposée du monde du travail, les travailleurs privés d'emploi ou de papiers. Ce ne sont pourtant pas eux qui pillent le budget de l'État, mais les riches qui pratiquent la fraude et l'optimisation fiscale et les capitalistes qui palpent chaque année 270 milliards de subventions. Les patrons sont les vrais assistés, les vrais parasites qui se gavent de notre exploitation au travail !

Nous ne pouvons pas nous défendre avec des armes en carton

Dans la foulée du succès des grèves et des manifestations des 10 et 18 septembre, les directions syndicales n'ont pas fait mieux que de lancer « un ultimatum » à Lecornu... qui n'en a rien eu à cirer. Une fois ressorties bredouilles de Matignon le 24 septembre, elles ont appelé à une nouvelle journée de grève le 2 octobre. Désormais, Sophie Binet, dirigeante de la CGT, dit que c'est « sur la base du rapport de force après le 2 octobre » qu'elles vont retourner voir Lecornu. Comme si on ne descendait dans la rue que pour aller quémander sagelement le lendemain à Matignon !

Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, une seule journée supplémentaire de mobilisation ne suffira pas. Il faudra les y contraindre en « bloquant tout » par une grève qui s'étend dans tous les secteurs et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits. Faire payer les patrons, c'est leur arracher de meilleures conditions de vie et de travail : qui peut vivre aujourd'hui avec moins de 2000 euros par mois ?

Soyons massivement en grève le 2, dans tous les lieux de travail, mais aussi dans les lieux d'études, les facs et les lycées, où la jeunesse scolarisée est mobilisée depuis le 10 septembre. Pas pour mendier des pourparlers dans les salons de Matignon. Mais pour nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, pour construire les étapes d'un mouvement d'ensemble. Pas d'économies sur nos vies : pour vivre et pas seulement survivre, prenons sur les profits !

Jeudi 2 octobre en grève et dans la rue

Après le succès du 10 puis du 18 septembre, il faut continuer sur notre lancée. Lecornu veut toujours nous imposer son budget d'austérité pour les travailleurs et de cadeaux aux entreprises. Le patronat sent monter la pression, alors le Medef refuse que le gouvernement lui fasse payer la moindre petite taxe. La lutte de classe au grand jour !

Mais si la gauche propose de taxer les riches pour boucler le budget, la vraie justice sociale et fiscale, ce serait de tout prendre aux quelques milliardaires qui s'enrichissent de notre travail pendant qu'on s'enfonce dans la galère.

Par nos luttes et par la grève, il faut mettre ce budget à la poubelle et aller chercher des augmentations de salaires pour pouvoir vivre dignement.

Mais avant ou après le 2 octobre, c'est pas dans les salons de Matignon qu'on obtiendra du pognon. C'est par le rapport de force. Alors organisons-nous pour nous en donner les moyens !

Ne pas céder un pouce de terrain

La direction a jugé bon de remplacer nos PC professionnels par des modèles plus petits (de 14 pouces au lieu de 15 actuellement). Renault nous impose des économies de bouts de chandelles (en l'occurrence de bouts d'écran...), alors que les hauts cadres et les actionnaires se régalent.

Mais cette petite mesquinerie a provoqué une grogne généralisée. Et la direction a fini par reculer sur son projet. Mais soyons vigilants à voir ce qu'elle nous réserve pour l'avenir...

Pour augmenter leurs profits, ils sont prêts à rogner sur tout, même sur les bords de l'écran !

Des nouvelles du front

On a eu le plaisir de lire récemment sur l'intranet un communiqué de la direction commentant de manière totalement floue ses projets dans l'industrie militaire. En juin il était question de fabriquer des drones en Ukraine, en septembre c'est pour défendre la patrie... et surtout les profits.

Avec ce flou artistique, la direction prépare le terrain à un petit virage guerrier qui est bien dans l'air du temps. Fabriquer des drones militaires plutôt que des véhicules, c'est ça l'avenir des salariés de l'automobile ? On n'a pas signé pour ça !

Harvard-sur-Juine

Vous l'attendiez depuis des années, la voici : la Re Know University ! Une pauvre pancarte sur l'ancien local syndical, et voilà le Campus E-Lardy fin prêt pour accueillir de nouveaux projets futuristes. Tout ça pour ça...

Autant dire qu'on attend l'inauguration avec impatience !

Stellantis : chômage partiel avant fermeture totale

La direction de Stellantis vient d'annoncer la mise en pause de 6 usines européennes pour plusieurs semaines : en France, mais aussi en Italie, en Pologne, en Allemagne et en Espagne.

A l'usine de Poissy, les salariés ont été informés que le site serait à l'arrêt pendant 3 semaines, moyennant 12 jours de chômage et 3 jours de congés imposés, pour la quasi-totalité des 2 000 salariés du site, ainsi que pour les sous-traitants. Une fermeture provisoire avant la fermeture définitive prévue par la direction, qui veut vendre le site au PSG !

Même s'il n'est que partiel, cet avant-goût du chômage coûtera quand même des jours de congés et des centaines d'euros aux salariés... et aux contribuables, puisque c'est l'État qui paie.

Lecornu est au courant ?

Patrons voyous, ici comme là-bas

Le premier équipementier automobile mondial Bosch annonce encore 13 000 suppressions d'emplois, surtout en Allemagne, et ça fait suite à déjà 9 000 suppressions annoncées en 2024.

Avec 1,3 milliards de bénéfices après impôt en 2024 et 2,6 milliards en 2023, Bosch est pourtant très loin d'être en difficulté, et cherche surtout (tout comme Renault ou Stellantis) à maintenir ses profits, en réduisant les effectifs, surchargeant ceux qui restent et en mettant au chômage les autres !

Selon que vous serez puissant ou misérable...

Reconnu coupable d'avoir cherché un deal avec Khadafi pour financer sa campagne de 2007, Sarkozy va donc se retrouver derrière les barreaux avant d'avoir pu faire appel. Et voilà que de Bayrou à Le Pen, ses soutiens hurlent à l'arbitraire et à la persécution sur toutes les chaînes d'info.

Ce sont les mêmes qui dénoncent le prétendu laxisme de la justice quand elle tape sur les pauvres. Et aucun n'a jamais pris la défense des milliers de personnes emprisonnées avant leur appel.

Mais cette fois-ci ils se sentent concernés...

Au Maroc, la jeunesse relève la tête

Le week-end dernier, de grands rassemblements organisés principalement via les réseaux sociaux ont secoué la monarchie marocaine, qui n'a pu faire taire les manifestants, malgré une répression forcenée.

Le mouvement a éclaté suite à l'accumulation de drames humains dans les hôpitaux publics sous-dotés, alors que le royaume investit à fonds perdus dans les infrastructures pour la coupe du Monde 2030. Les jeunes dénoncent l'autoritarisme, le chômage et les services publics délabrés.

De Madagascar au Népal, cette « Génération Z » est en première ligne des mouvements sociaux. Force à celles et ceux qui luttent pour un avenir meilleur !